

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pression-diplomatie-a-la-francaise-salvatrice-autour-du-cas-Aguas-Argentinas-de-Suez-Environnement>

Pression diplomatie à la française salvatrice autour du cas Aguas Argentinas de Suez-Environnement

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : mardi 11 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aucune réactions enregistrées à ce moment dans les médias argentins alors que doit être signé aujourd'hui mardi 11 mai en catimini en Argentine, la prolongation de la concession de la très contestée Aguas Argentinas, filiale du groupe du groupe Suez, jusqu'à la fin de l'année pour l'exploitation du réseau de Buenos Aires.

Le président d'Aguas, Yves-Thibault de Silguy, a déclaré que le groupe est « prêt à renégocier » de fond en comble cette concession pour parvenir à un accord "viable, fiable, équilibré et durable" avec le gouvernement argentin " pour l'adapter aux réalités politiques et sociales de l'Argentine d'aujourd'hui ". " Ce qui était à la mode dans les années 90 n'est plus de mise aujourd'hui," a-t-il reconnu avec clairvoyance, en notant par exemple la nécessité d'un "rôle plus fort de l'Etat" au niveau de la régulation et de la définition des investissements.

Le gouvernement argentin a, à plusieurs reprises, et rapports à l'appui, fustigé la gestion d'Aguas Argentinas pour ses manquements aux engagements pris lors de la privatisation. Dans cet accord intérimaire Aguas Argentinas « s'engagerait » à effectuer pour 242 millions de pesos (70 millions d'euros) d'investissement cette année, sans augmenter ses tarifs. Mais on le sait pour la suite, le bras de fer va continuer car le groupe français entend bien essayer d'obtenir une hausse des tarifs de 35 % pour l'avenir, hausse qu'il justifie par la dévaluation du peso et pour laquelle il avait entamé une procédure auprès du Cirdi (tribunal d'arbitrage international). Une démarche typiquement néolibérale.

D'ici la fin de l'année les deux parties doivent mettre à plat la concession actuelle. Cet accord intérimaire signé aujourd'hui intervient après des mois de tensions entre le gouvernement argentin et le groupe Suez, et qui cerné par des rapports irréfutables, a appelé en dernier ressort à la rescousse le gouvernement français et le FMI.

C'est dans ce contexte étrange de pression et de confiance mutuelle que Renaud Muselier, secrétaire d'état aux affaires étrangères fait le déplacement dans la capitale argentine pour la signature de cet accord, et il en profitera pour signer une convention pour financer la construction d'une quinzaine de logements sociaux dans la ville défavorisée de La Matanza, banlieue de Buenos Aires, projet sur lequel le Sénat français (initié par Jean Arthuis, président de la commission des Finances du Sénat, lors de sa visite de la ville en avril 2003) a dégagé 55.000 euros sur sa réserve parlementaire, l'autre pourvoyeur de fonds étant Aguas Argentinas qui a apporté une somme équivalente.

Etonnante convention si loin de la fonction initiale de ces deux partenaires, s'il s'agit d'une oeuvre philanthropique, ce qui signifierait à l'étonnement général que le Sénat français et le marchand d'Eaux se sont reconvertis en promoteurs sociaux internationaux. Tout cela nous rappelle fort que l'ombre ou la main de Jérôme Monod -ex président Suez-Lyonnaise et fidèle compagnon de Chirac et aujourd'hui conseiller de celui-ci - ne saurait pas être trop loin de son ancien contrat « Senior ». Renaud Muselier doit également s'entretenir avec les principaux responsables économiques du gouvernement argentin. Une façon de rappeler lourdement à l'Argentine les bons offices de la France au sein du FMI ne seront pas être désintéressés.

Echaudé le peuple argentin avec la France -qui maintient la pression sur les 250 entreprises opérationnelles en Argentine- pourra difficilement avaler une telle « opération de diplomatie coloniale ». Des problèmes donc sont à attendre pour le gouvernement argentin dont la lune de miel avec le peuple est finie et qui continue sur une lancée néolibérale, mais en adoptant un ton différent pour une sournoise braderie nationale.

El Correo, 11 mai 2004